

GROUPE DU PORTE-PAROLE  
SPRECHERGRUPPE  
GRUPPO DEL PORTAVOCE  
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER  
SPOKESMAN'S GROUP

NOTE D'INFORMATION • INFORMATISCHE AUFZEICHNUNG  
NOTA D'INFORMAZIONE • TER DOCUMENTATIE • INFORMATION MEMO

Brussels, November 1969

Freedom of establishment for opticians

The Commission has recently submitted to the Council four proposals for directives laying down procedures for implementing freedom of establishment and freedom to supply services for opticians.

These proposals are a follow-up to those already submitted to the Council concerning doctors, dentists, pharmacists and nurses.

The four latest proposals deal with (1) the removal of restrictions, (2) the mutual recognition of degrees and diplomas, (3) some co-ordination of the conditions for exercising the profession in accordance with Article 57(3) of the Treaty and (4) firms carrying on optician's business.

The removal of restrictions, as usual for this type of proposal, is accompanied by provisions of a general nature concerning enrolment with professional organizations and the requirements for professional reputability.

This directive supplements two others previously adopted by the Council - one for industry and small business on 7 July 1964 and one for the retail trade on 13 October 1968. Certain special activities within the optician's field had been excluded from these directives and are now given specific attention in the present proposal.

The proposed directive on mutual recognition of degrees and diplomas establishes equivalence between various types of training for opticians to the extent necessary for the achievement of freedom of establishment.

The third and most important directive describes the minimum standards to which the various types of training must conform in order to qualify under the mutual recognition arrangements. The proposal mainly concerns academic and vocational training, making them each converge towards a final examination of equal standing.

The co-ordination envisaged by this proposal also applies to the scope of the optician's activity. It is proposed that the optician, by reason of the minimum training standards laid down in the directive, be declared competent to carry out objective and subjective examinations of sight in addition to the usual activities of his profession. However, these examinations may be carried out only with a view to correcting purely visual deficiencies, not treating pathological defects; moreover, they may be carried out only on medical prescription not more than six months old in the case of persons less than sixteen years of age or in order to fit contact lenses. The proposed directive specifies further that these activities are to be exercised with due regard for professional discipline.

The fourth directive applies to firms in the optician business, which are required to employ permanently an optician conforming to the conditions of competence and discipline stipulated in the other directives.

GROUPE DU PORTE-PAROLE  
S P R E C H E R G R U P P E  
GRUPPO DEL PORTAVOCÊ  
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER  
S P O K E S M A N ' S G R O U P

NOTE D'INFORMATION • INFORMATISCHE AUFZEICHNUNG  
NOTA D'INFORMAZIONE • TER DOCUMENTATIE • INFORMATION MEMO

Bruxelles, novembre 1968

Liberté d'établissement pour les opticiens

La Commission vient de transmettre au Conseil 4 propositions de directives fixant les modalités de la réalisation du droit d'établissement et de la libre prestation des services pour les opticiens-lunetiers.

Ces propositions font suite à l'ensemble des propositions déjà transmises au Conseil dans le domaine de la santé : médecins, praticiens de l'art dentaire, pharmaciens, infirmier(s).

Les 4 propositions de directives visent respectivement la suppression des restrictions, la reconnaissance mutuelle des diplômes, une certaine coordination des conditions d'exercice jugée nécessaire en application de l'article 57 § 3 du Traité et enfin le cas des sociétés dont l'activité s'exerce dans le domaine propre aux opticiens-lunetiers.

La suppression des restrictions est, comme d'habitude pour ce type de proposition de directive, accompagnée de dispositions d'ordre général concernant notamment l'inscription aux organisations professionnelles et les exigences en cas d'honorabilité professionnelle.

Cette directive vient compléter les directives arrêtées par le Conseil le 7 juillet 1964 dans le domaine de l'industrie et de l'artisanat et le 13 octobre 1968 dans le domaine du commerce de détail pour lesquels certaines activités propres à l'opticien-lunetier ont été exclues afin d'être traitées de façon spécifique dans cette directive en raison du caractère propre à ces activités.

La proposition de directive "Reconnaissance mutuelle des diplômes" établit l'équivalence entre divers types de formation de l'opticien-lunetier, dans la mesure nécessaire à la réalisation du droit d'établissement.

La 3ème directive, la plus importante des 4, décrit les normes minima auxquelles doivent répondre les différents types de formation pour faire l'objet de la reconnaissance mutuelle des diplômes. Cette proposition vise principalement les 2 types de formation scolaire et professionnelle, en les faisant converger l'une et l'autre vers un examen final d'égale importance. La coordination visée par cette proposition porte en outre sur le champ d'activité de l'opticien-lunetier. Il est proposé à cet égard d'établir que l'opticien, en raison des critères minima de la formation prévus dans la directive, est habilité, outre les activités courantes de sa profession, à procéder à des examens objectifs et subjectifs de la vue. Toutefois ces examens ne peuvent concerner que la correction de défauts purement optiques à l'exclusion de tout traitement de défauts pathologiques; ces examens ne peuvent en outre être

exécutés que sur la base d'une prescription médicale ne remontant pas à plus de 6 mois lorsqu'il s'agit de personnes dont l'âge est inférieur à 16 ans ou pour l'adaptation de verres en contact direct avec l'œil. La proposition de directive précise encore que ces activités sont exercées dans le respect de la discipline professionnelle.

Enfin la 4ème directive vise les sociétés se livrant aux activités relevant de la compétence de l'opticien-lunetier. Il est prévu à cet égard que ces sociétés doivent disposer dans leur personnel, de façon permanente, d'un opticien-lunetier répondant aux conditions de compétence et de discipline fixées dans les autres directives.